

A propos de l'indice annuel de la gouvernance africaine

Depuis que l'idée de progrès hante la conscience humaine, on s'est efforcé, avec plus ou moins de bonheur, de mettre au point des instruments de mesure qui permettent d'apprécier et de quantifier son évolution. Les esprits sont familiers avec l'usage d'indices économiques, comme le Produit National Brut ou l'Indice du Développement Humain (IDH) des Nations Unies qui mesurent l'état de la richesse, en tenant compte des conditions de vie - éducation et santé - dans le cas de ce dernier indice. Avec la mondialisation cette tendance à vouloir prendre la mesure de l'activité humaine sous ses diverses formes pour illustrer son progrès ne fait que s'accroître.

Tout récemment la Fondation Mo Ibrahim, créée il y a quatre ans par un homme d'affaires soudanais pour traiter des enjeux de la gouvernance et du leadership politique en Afrique, a publié son indice annuel 2010 qui croise les données 2008-2009 de quatre domaines : sécurité et justice, participation et Droits de l'Homme, développement économique et développement humain, à travers une batterie de 88 critères issus de 23 sources différentes. Cet indice, dit indice Ibrahim, présente le double intérêt d'émaner d'une source africaine et de recourir pour qualifier la gouvernance à des facteurs d'ordre différents - économiques, sociaux et politiques - qui contribuent tous à la qualité de la gouvernance.

L'indice Ibrahim n'a pas d'équivalent dans les pays du Nord. Il constitue, dans le contexte actuel, un essai synthétique de mesurer de façon comparative pour les 53 pays africains du continent, l'état de leur gouvernance au regard de leur performance selon des critères communs. C'est là une première caractéristique qui prête le flanc à un débat : compte tenu de la diversité des situations et des politiques de développement suivies, cet alignement sur des critères communs pose problème.

Quoiqu'il en soit de cette question méthodologique, l'indice Ibrahim s'inscrit, dans la confrontation d'idées concernant le développement en Afrique, comme un repère sur les avancées et reculs des évolutions enregistrées dans les capacités et performances des Etats en marche vers l'amélioration du sort de leurs concitoyens.

Au-delà des questions que pose son calcul et des polémiques qu'est appelé à susciter le classement des pays par ordre de « bonne gouvernance », on peut s'interroger sur la pertinence et la portée de cette gouvernance, terme apparu depuis moins de trente ans sous la plume d'experts internationaux à l'instigation de la Banque Mondiale. Si certaines des difficultés à développer la production sans accroître les inégalités peuvent être mises sur le compte d'une mauvaise gouvernance, convient-il de s'acharner à définir ce qu'est la « bonne gouvernance » et à en préciser les critères pour les cerner quantitativement et qualitativement ? La gouvernance n'est-elle pas ce nouveau concept destiné à unifier les politiques de développement et à dicter aux pays pauvres leur conduite pour avoir les meilleures chances de progresser ?

Gouvernance et mondialisation ont partie liée. Elles exercent une pression sur les gouvernements pour les soumettre à des lignes d'action conformes aux intérêts dominants. Ce qui est en jeu ici, c'est la place de la démocratie comme voie de construction d'un avenir qui place au centre des exigences les choix des peuples en faveur d'une société qui leur convienne. Cela suppose l'émergence d'un consensus social mobilisateur des énergies de tous les membres d'une société et une volonté politique d'exercer les choix à la base de ce consensus social.

A cet égard il n'est pas indifférent de constater que l'indice Ibrahim place en tête de son classement trois

îles - Maurice, Seychelles et le Cap-Vert - ainsi que le Botswana, où tout le monde s'accorde à reconnaître la qualité du consensus social et de la volonté politique, et en queue de classement des pays comme l'Erythrée, le Zimbabwe, la RD du Congo, le Tchad et la Somalie qui en manquent de l'avis de tous !

La publication d'indices comme l'indice Ibrahim jalonne de nos jours la vie des peuples, interpelle les dirigeants sur les meilleures pratiques de gouvernement, alimente des débats sur les mérites respectifs de telles ou telles politiques... Elle n'est pas de nature à peser sur le face à face du pouvoir et des citoyens, sur leur choix de société et sur le chemin qui a leur préférence dans la construction de leur avenir.■

La Cade

[Haut de page](#)